

Unité bi-départementale de la Charente-Maritime  
et des Deux-Sèvres  
ZI de Périgny  
Rue Edmé Mariotte  
17180 Périgny

Périgny, le 2 décembre 2025

## **Rapport de l'Inspection des installations classées**

Visite d'inspection du 18/11/2025

### **Contexte et constats**

Publié sur  **GÉORISQUES**

#### **SEC TP (Guitinières)**

RN 150

17770 Saint-Hilaire-De-Villefranche

Références : 0100303287/2025/591

### **1) Contexte**

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 18/11/2025 dans l'établissement SEC TP (Guitinières) implanté Pont Richaud 17500 Guitinières. L'inspection a été annoncée le 13/10/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques ( <https://www.georisques.gouv.fr/> ).

#### **Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :**

- SEC TP (Guitinières)
- Pont Richaud 17500 Guitinières
- Code AIOT : 0100303287
- Régime : Néant
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SEC TP, entreprise fondée en 1980 et filiale d'EUROVIA, est spécialisée dans les travaux publics et le recyclage des déchets du BTP. Elle exploite plusieurs carrières locales et emploie 92 salariés.

À Guitinères, elle souhaite créer une installation de stockage de déchets inertes (ISDI) et une plateforme de valorisation de déchets du BTP sur une zone d'activités qui accueille aujourd'hui plusieurs activités réglementées :

- déchèterie intercommunale,
- ISDI intercommunale,
- centre de transfert d'ordures ménagères,
- centre de valorisation.

L'inspection s'inscrivait dans ce cadre.

## **2) Constats**

### **2-1) Introduction**

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
  - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
  - ◆ les observations éventuelles ;
  - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
  - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
  - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
  - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;

- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

## 2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

**Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :**

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Activités classées pour la protection de l'environnement	Code de l'environnement du 18/11/2025, article R.511-9	Sans objet

## 2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

La société SEC TP doit déposer deux dossiers distincts : l'un pour l'ISDI et l'autre pour la plateforme de valorisation.

La communauté de communes doit préalablement au dépôt du dossier de la plateforme de valorisation :

- Porter à la connaissance du préfet l'abandon partiel de la surface de l'ISDI qu'elle exploite qui est nécessaire à l'installation de la plateforme de valorisation de l'entreprise SEC TP et à sa desserte.
- Engager la procédure de cessation d'activité, conformément aux articles R. 512-46-25 et R. 512-46-27 du Code de l'environnement.

## 2-4) Fiches de constats

**N° 1 : Activités classées pour la protection de l'environnement**

<b>Référence réglementaire :</b> Code de l'environnement du 18/11/2025, article R.511-9
<b>Thème(s) :</b> Situation administrative, Nomenclature des installations classées
<p><b>Prescription contrôlée :</b></p> <p>Selon la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement, une installation de stockage de déchets inertes nécessite une autorisation préfectorale simplifiée (enregistrement). Par ailleurs, l'activité de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes nécessitent une autorisation préfectorale simplifiée dès lors que la surface dédiée à cette activité est supérieure à 10 000 m<sup>2</sup>.</p>
<p><b>Constats :</b></p> <p>Le site d'implantation envisagé pour l'ISDI est situé au sud-est de la zone d'activité sur des parcelles propriété de la communauté de communes de la Haute Saintonge.</p> <p>Le site d'implantation envisagé pour la plateforme de valorisation est situé quant à lui à l'Est du</p>

site sur une partie de l'ISDI exploitée par la communauté de communes de la Haute Saintonge qui a été remise en état.

#### Création d'une ISDI

La société SEC TP dispose de la maîtrise foncière des parcelles concernées, en vertu d'une convention signée avec la Communauté de communes de la Haute Saintonge.

L'ISDI permettra de remblayer partiellement l'ancienne carrière de pierres de taille et de granulats calcaires exploitée au siècle dernier. Les matériaux inertes extérieurs non valorisables proviendront exclusivement des chantiers de SEC TP.

L'installation, prévue pour une durée de dix ans, accueillera un volume total de 40 000 m<sup>3</sup>, soit en moyenne 4 000 m<sup>3</sup> par an. Elle s'étendra sur environ 7 000 m<sup>2</sup>, correspondant aux parcelles AK 98, 405, 345 et 413. La structure du bâtiment existant dans l'emprise de l'ISDI sera enterrée après démontage et évacuation de la toiture ainsi que de tous les éléments non inertes.

L'activité est soumise à enregistrement au titre de la rubrique 2760-3 de la nomenclature des installations classées. Aucun piézomètre n'étant présent sur la zone, le dossier d'enregistrement devra analyser les risques hydrogéologiques et de lixiviation liés au projet et proposer un dispositif de surveillance des eaux souterraines.

#### Création d'une plateforme de valorisation

La communauté de communes de la Haute Saintonge exploite sur cette zone d'activité une ISDI autorisée par l'arrêté préfectoral du 30 juin 2023 pour une capacité de stockage de 40 000 m<sup>3</sup> et une durée de 10 ans.

Une partie de cette ISDI, à l'Ouest, est en phase de remise en état. L'entreprise SEC TP souhaite pouvoir disposer d'un espace à proximité de l'ISDI envisagée pour trier les matériaux valorisables de ceux qui seront destinés à être stockés dans l'ISDI envisagée.

L'entreprise bénéficie de la maîtrise foncière des parcelles concernées par une convention avec la Communauté de communes. La plateforme couvrira environ 5 400 m<sup>2</sup>, au niveau des parcelles AK 388 et 387.

Les activités qui y seront exercées relèvent :

- de l'Enregistrement au titre de la rubrique 2515-1a de la nomenclature des installations classées.
- de la déclaration au titre de la rubrique 2517-2 de la nomenclature des installations classées.

La visite in situ a mis en évidence la nécessité d'ajouter à l'emprise de la plateforme la voie de desserte permettant de rejoindre la voirie existante de la zone d'activité.

La communauté de communes doit préalablement au dépôt du dossier :

- Porter à la connaissance du préfet l'abandon partiel de la surface de l'ISDI autorisée, nécessaire pour accueillir la plateforme et sa desserte,

- engager la procédure de cessation d'activité conformément aux articles R.512-46-25 et R.512-46-27 du Code de l'environnement.

**Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :**

**L'exploitant doit déposer deux dossiers distincts : l'un pour l'ISDI et l'autre pour la plateforme de valorisation.**

**ISDI**

**Le dossier de demande d'enregistrement doit analyser les risques hydrogéologiques et de lixiviation liés au projet et définir un dispositif de surveillance des eaux souterraines.**

**Plateforme de valorisation**

**La communauté de communes doit préalablement au dépôt du dossier :**

- **Porter à la connaissance du préfet l'abandon partiel de la surface de l'ISDI qu'elle exploite qui est nécessaire à l'installation de la plateforme de valorisation de l'entreprise SEC TP et à sa desserte.**
- **Engager la procédure de cessation d'activité, conformément aux articles R. 512-46-25 et R. 512-46-27 du Code de l'environnement.**

**Type de suites proposées : Sans suite**